

## Banque de France : les anticipations d'inflation des chefs d'entreprise se maintiennent à 3% à l'horizon 3-5 ans



L'enquête trimestrielle de la Banque de France sur les anticipations d'inflation a été menée du 28 novembre au 5 décembre. Au quatrième trimestre 2022, la médiane de l'inflation perçue par les chefs d'entreprise se situe à 6,5% soit un peu au-dessus de l'IPC mesuré par l'Insee pour novembre (6,2%). Leurs anticipations à un an s'établissent à 6% et celles à moyen terme - horizon 3 à 5 ans - sont nettement moins élevées à 3%.

Au quatrième trimestre 2022, les médianes de l'inflation perçue et celle anticipée à un an progressent, respectivement de 0,5 point de pourcentage (pp) et de 1 pp sur un trimestre. A moyen terme (3-5 ans) la médiane est stable depuis 3 trimestres. Les réponses prévoyant les taux d'inflation à 3-5 ans les plus élevées diminuent au quatrième trimestre.



	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022
Inflation perçue	3,5	5,0	6,0	6,5
Inflation anticipée à 1 an	4,0	5,0	5,0	6,0
Inflation anticipée à 3-5 ans	2,5	3,0	3,0	3,0

Taux annuel d'inflation perçu et anticipé par les entreprises (médiane en %). Evolution de la perception et des anticipations du taux annuel d'inflation (médianes en %). Distribution des anticipations d'inflation à 3-5 ans (%).

Alors que les chefs d'entreprise prévoient une progression des prix à la consommation de 6% au cours des 12 prochains mois, ils anticipent une croissance des salaires de base dans leur entreprise de 4% sur la même période. Cette anticipation est stable par rapport au trimestre précédent.

Evolution de l'anticipation à 1 an des salaires de base (médiane en %).

Enquête menée du 28 novembre au 5 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 700 chefs d'entreprise.

## Inflation : quels produits alimentaires ont le plus augmenté ?



## **Alimentation:** zoom sur la flambée des prix

Évolution du prix moyen des denrées alimentaires sélectionnées en France entre octobre 2021 et 2022

SSS

### Petit-déjeuner

Baguette +6,1 % Beurre +18,8 %

Céréales +11.8 %

petit-déj. Café, thé & +11,9 %

cacao

Fruits frais +8,0 %

### Spaghettis bolognese

Pâtes +21.2 % alimentaires

Tomates +35.5 %

Oignons +4,2 %

Viande +12.5 %

### Poissons & Fruits de mer

Poissons frais +13,8 %

Fruits de +7,5 %

mer frais

Sauces et +13,0 % condiments



### Raclette

Pommes +7.8 % de terre

Fromage +14,8 %

Charcuterie \* +11,2 %

Crudités \*\* +34.1 %



\* Viande séchée, salée ou fumée \*\* Légumes frais (hors tubercules) Sources: Insee, calculs Statista











En France, l'inflation annuelle a dépassé les 10 % dans les supermarchés cet automne. D'après les données du suivi de l'Insee, la hausse des prix de l'alimentation s'est nettement accélérée au mois d'octobre : +12,0 % sur un an, après +9,9 % en septembre.

Comme le détaille notre infographie, l'inflation est plus ou moins importante selon les types de produits :



les plus touchés étant les surgelés et les produits frais, davantage impactés par le coût de l'énergie. En octobre, le prix des légumes frais (hors tubercules) était en hausse de 34 % sur un an, et celui du poisson frais et du beurre de respectivement 19 % et 14 %. Hors produits frais, les aliments à base de <u>blé</u> – pâtes, couscous, céréales de petit déjeuner, etc. – ont également enregistré une hausse importante cette année.

L'un des principaux facteurs contribuant à l'inflation des produits alimentaires est le coût des matières premières énergétiques. Les cultures sous serre, plutôt énergivores, sont ainsi particulièrement impactées par la flambée du gaz. Cela s'observe par exemple avec les tomates, dont 90 % de la production est réalisée sous serre en France, et qui ont vu leur prix augmenter de plus de 35 % par rapport à l'année dernière.

De Tristan Gaudiaut pour **Statista** 

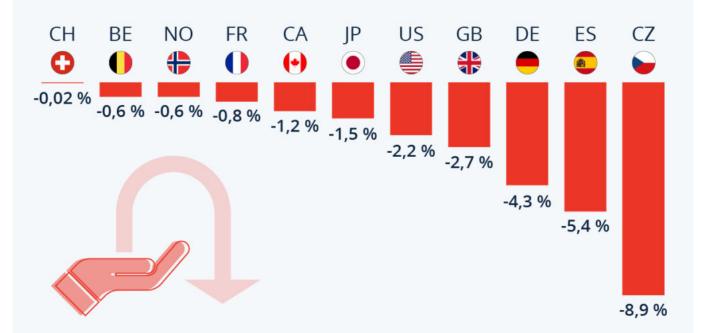
Un état des lieux de la situation en mars 2022 est également consultable ici.

## La hausse des salaires ne rattrapera pas l'inflation



## Pouvoir d'achat: les salaires réels en baisse

Évolution de la rémunération réelle par salarié dans une sélection de pays de l'OCDE (en glissement annuel au T3 2022)



Basée sur la comparaison du volume de biens/services que les ménages peuvent acheter avec leurs revenus. Moyenne nationale, varie selon les revenus.

Source: OCDE







Les salaires augmentent, mais ils sont loin de rattraper l'inflation. Si les négociations salariales ont pu aboutir à des hausses de salaires cette année, les augmentations resteront en moyenne nettement endeçà de la hausse des prix dans de nombreux pays, comme le confirment des données publiées par l'OCDE dans son dernier <u>rapport</u> sur la situation macroéconomique.



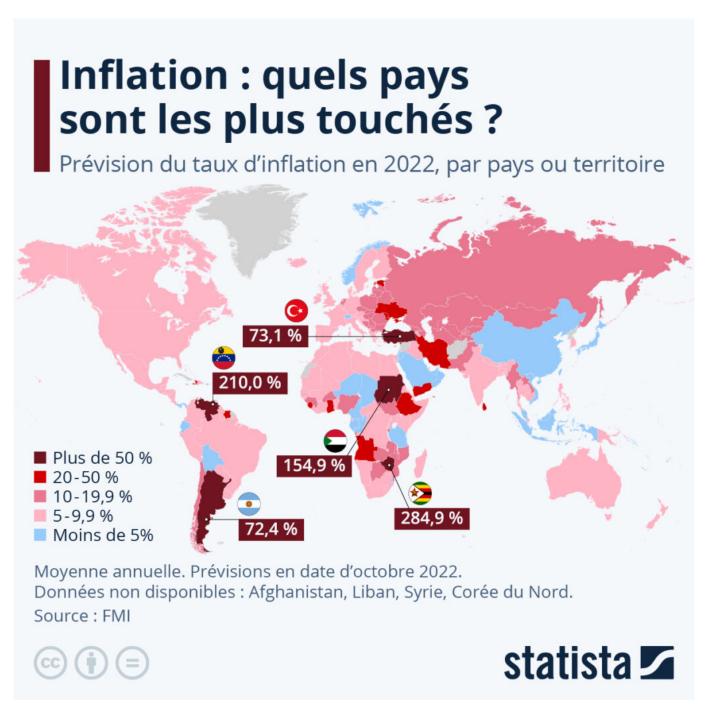
La guerre en Ukraine a sensiblement fait grimper les prix, en particulier ceux de l'énergie, accentuant les tensions inflationnistes à une période où le coût de la vie augmentait déjà rapidement dans le monde. En conséquence, les conditions financières internationales se sont nettement durcies cette année et les perspectives des marchés du travail restent incertaines. Dans la plupart des pays de l'OCDE, la progression moyenne des salaires a été moins rapide que l'inflation, réduisant le pouvoir d'achat des ménages malgré les mesures prises par les gouvernements pour atténuer l'impact de la flambée des prix alimentaires et de l'énergie.

Comme le montre notre graphique, la Suisse fait partie des rares économies analysées qui semblent pour le moment plutôt épargnées. En France, la baisse moyenne des salaires réels de l'ensemble des salariés - tous secteurs et niveaux de revenus confondus - se situait à près de 1 % en glissement annuel au troisième trimestre 2022. Chez nos voisins allemands et espagnols, la diminution du pouvoir d'achat était encore plus marquée, avec une baisse des revenus réels respective d'un peu plus de 4 % et 5 % à l'échelle nationale. Plusieurs facteurs expliquent les écarts que l'on peut constater entre les pays, comme les différences d'exposition à l'inflation, mais également en matière de protection sociale et de niveau de revenus.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

## Inflation : quels pays sont les plus touchés en 2022 ?





Après un pic en cette fin d'année 2022, l'inflation devrait rester « élevée plus longtemps que prévu » dans le monde, selon les dernières <u>prévisions du FMI</u>. Les économistes de l'organisation monétaire estiment que le taux d'inflation mondial va atteindre une moyenne de 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023, puis à 4,1 % en 2024.



Comme le montre notre carte, certaines nations qui connaissent actuellement des conflits, des bouleversements ou des problèmes socio-économiques majeurs enregistrent des taux d'inflation beaucoup plus élevés que la moyenne mondiale. Parmi eux figurent le Zimbabwe, le Venezuela, le Soudan, la Turquie et l'Argentine, où les prévisions tablent sur une hausse moyenne des prix à la consommation allant de 70 % à 285 % cette année. D'autres pays, comme l'Iran, le Yémen et le Sri Lanka, devraient connaître une inflation supérieure à 40 %.

Dans le détail, les prévisions indiquent que moins de 40 pays et territoires réussiront à maintenir l'augmentation des prix en dessous de 5 %. Plus de 90 devraient enregistrer un taux d'inflation moyen compris entre 5 % et 10 % en 2022 (dont la France, à 6 %), tandis que quelque 60 autres dépasseront la barre des 10 %. En Europe, cela concerne principalement les pays situés à l'est du continent.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

## Rentrée : la CPME 84 s'inquiète pour les entreprises vauclusiennes

17 décembre 2025 l



Ecrit par le 17 décembre 2025



Période post-Covid, crise énergétique, guerre en Ukraine, envolée du coût des matières premières, pénurie de main d'œuvre, remboursement du PGE, plan Faubourg... A l'occasion de cette rentrée Bernard Vergier, président de la CPME de Vaucluse s'inquiète des difficultés qui s'accumulent pour les entreprises vauclusiennes.

« L'année 2021, puis le premier semestre 2022, ont été marqués par la crise du Covid puis par la reprise de l'économie freinée par des difficultés de recrutement et des pénuries de matières premières sans précédent », constate Bernard Vergier, président de la CPME 84 (Confédération des petites et moyennes entreprises) à l'occasion de la conférence de presse de rentrée de la première organisation patronale de Vaucluse (900 adhérents directs et 8 000 entreprises représentées via les branches affiliées à la Confédération départementale).

Malgré cela, poursuit-il, la CPME reste plus que jamais mobilisée pour faire entendre haut et fort la voix des PME au cœur d'un contexte incertain : lutte contre l'inflation et les pénuries, indispensables réformes des retraites et de la sphère publique, transitions écologique et numérique. Et pour cela, notre



objectif est clair : militer inlassablement pour bâtir un environnement plus favorable aux TPE-PME. »

#### Flambée des coûts de l'énergie

En premier lieu, la CPME 84 s'alarme des conséquences de la flambée des coûts de l'énergie.

« Nous redoutons cet hiver une cherté de l'énergie qui risque de se coupler à une rareté. Nos chefs d'entreprise s'y préparent et font déjà le maximum pour réduire leur consommation mais nous devons impérativement éviter les coupures ou les délestages même si 59% des entreprise ont déjà réduit leur consommation énergétique. Il est nécessaire, en premier lieu, d'être accompagnés par les énergéticiens qui doivent nous aider à anticiper les difficultés. Les pouvoirs publics devront réactiver les mesures d'activités partielles de longue durée et les fonds de solidarité afin d'éviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise.

## « Eviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise en raison des coûts de l'énergie. »

Bernard Vergier

« Dans un souci de séduction politique et d'un certain dogmatisme écologiste, nos politiques ont voulu croire que l'on pouvait s'en sortir avec le 'tout solaire et éolien', regrette Bernard Vergier. Le résultat est aujourd'hui là, notre forte dépendance énergétique est susceptible de remettre en question la viabilité de nos entreprises les plus énergivores. »

#### Difficultés de recrutement et inflation

Le président de la CPME 84 s'inquiète des fortes difficultés de recrutement que rencontrent les entreprises locales.

« Trop d'entreprises peinent à recruter, trop de postes sont vacants sur l'ensemble des secteurs d'activités mettant en difficulté le développement et l'activité de nos structures », constate Bernard Vergier même si « à l'échelle de notre département, les acteurs concernés se sont fortement saisis du sujet et nous pouvons saluer les efforts conjoints de la DEETS, de la Préfecture de Vaucluse, Pôle Emploi, des organisations patronales et branches professionnelles ainsi que l'ensemble des partenaires travaillant sur le sujet. »

## « L'apprentissage reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans nos entreprises. »

Pour combler en partie ce manque de main d'œuvre, le président de la CPME de Vaucluse plaide pour que l'apprentissage continue à être soutenu : « Il reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans



nos entreprises en leur donnant une formation concrète, en travaillant sur les savoir-être ainsi que sur la valeur 'travail' ».

Et Bernard Vergier de regretter à contrario ceux qui « choisissent encore le chômage de complaisance. Les conditions d'indemnisation de l'assurance chômage doivent être resserrées, avec une incitation plus rapide à reprendre un emploi, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays européens. »

#### « Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs »

Concernant l'inflation, même si celle-ci est une des plus faibles d'Europe, la CPME propose de réactiver pour toutes les entreprises la défiscalisation des heures supplémentaires et de plafonner le montant des charges patronales. Concrètement, au-delà de la 35° heure, un salarié serait payé 25% de plus mais les charges patronales n'augmenteraient pas.

La CPME propose également d'assouplir les dispositifs de participation et d'intéressement ainsi que de permettre plusieurs versements au cours de l'année de la prime Pepa (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat dit aussi 'Prime Macron').

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs », insiste Bernard Vergier.

#### Mobilité : le plan Faubourgs en ligne de mire

Enfin, le président de la CPME s'alarme des conséquences de <u>la mise en place du plan Faubourgs à</u> Avignon.

« Les embouteillages impactent au quotidien l'ensemble de notre activité économique, touchent les professionnels, leurs collaborateurs, leurs clients et fournisseurs qui ne peuvent se passer de leur véhicule pour exercer leur activité professionnelle, déplore Bernard Vergier. Le commerce de proximité implanté sur le plan faubourgs subit des pertes de chiffres d'affaires jusqu'à -85%, certains d'entre eux ont procédé à des licenciements économiques et cessés leur activité. Dans le même temps, des pics de pollution importants sont régulièrement enregistrés aux heures d'affluence. Les conséquences environnementales nous inquiètent... Les professionnels prioritaires (pompiers, ambulances, services d'ordre) sont aussi touchés et ne peuvent intervenir dans les délais nécessaires, ce qui peut mettre en danger la population concernée. De fortes inquiétudes sont aussi émises par les propriétaires de logement privatifs et professionnels sur les dévaluations immobilières déjà annoncées à court et moyen terme. »

#### « Notre ville n'a pas le droit de mourir. »

« Tout cela impacte grandement les activités des entreprises d'Avignon et au-delà. Cela touche aussi les populations de la cité des papes mais aussi plus largement celles du Vaucluse, du Gard et des Bouches-



du-Rhône. Nous ne sommes pas contre le principe, mais là, on a fait les choses à l'envers. Il aurait fallu d'abord finaliser les travaux de la tranche 2 de la LEO, mettre en place des parkings relais et faire émerger de nouvelles plateformes dédiées aux automobilistes. Là, on est allé trop loin. Notre ville n'a pas le droit de mourir. »



La CPME 84 dénonce les conditions et les conséquences de la mise en place du plan Faubourgs à Avignon.

« Face à la position dogmatique de la municipalité que nous regrettons, je rappelle que la CPME 84 a déposé une requête au Tribunal administratif de Nîmes avec l'association Adrem à l'encontre de ce plan », conclu Bernard Vergier qui déplore que son organisation soit l'une des seules à se mobiliser sur ce sujet.

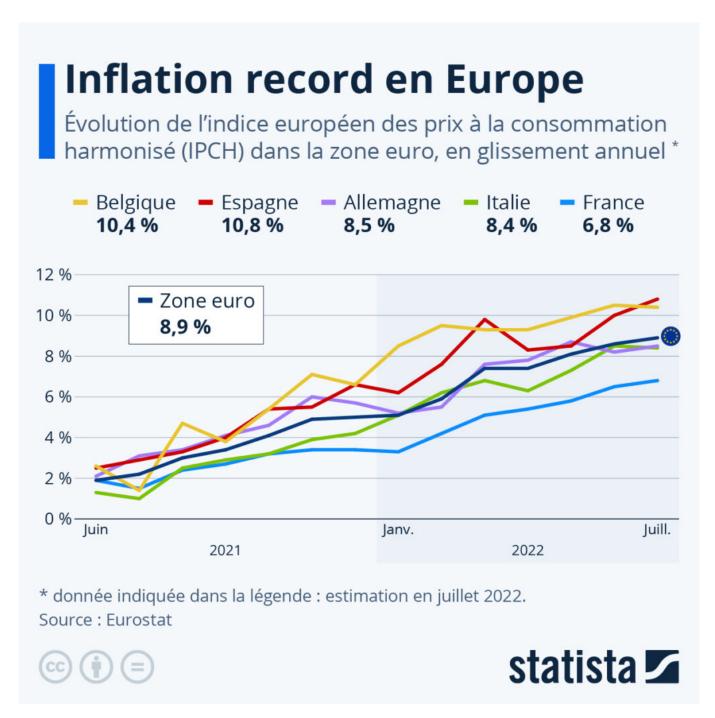


« En off, les autres acteurs institutionnels sont tous d'accord avec nous mais ils n'osent pas prendre publiquement position. Ils ont peur, pas nous car la CPME 84 est une organisation strictement apolitique dont la l'économie locale et l'emploi sont les seules préoccupations. Nous ne pouvons-nous soustraire de cet enjeu d'intérêt général. »

A lire aussi : Mobilité, la vision du maire d'Avignon pour son territoire

### Inflation record dans la zone euro





Propulsée par la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation a atteint un niveau record dans la zone euro. Au mois de juillet, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était en hausse de près de 9 % sur un an dans la zone monétaire, selon les données d'Eurostat. Comme le montre notre graphique, certaines économies sont plus touchées que d'autres par l'escalade des prix.



Avec un indice des prix en hausse annuelle de 6,8 % le mois dernier, la France a enregistré son taux d'<u>inflation</u> le plus élevé depuis 1985. Il reste néanmoins le plus modéré des pays de la région, juste derrière Malte (6,5 %). En comparaison, les produits consommés par les ménages ont augmenté en moyenne de 8,5 % en Allemagne et de plus de 10 % en Belgique et en Espagne.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

## Fédération BTP 84 : « Nous gardons espoir malgré les difficultés liées à l'inflation »

17 décembre 2025 l



Ecrit par le 17 décembre 2025



La <u>Fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse</u> (FBTP 84) vient d'organiser son assemblée générale dans l'enceinte du Palais des Papes. L'occasion de fêter les 120 ans de la Fédération, mais aussi de rappeler les difficultés auxquelles le secteur fait face depuis plusieurs mois.

« Nous n'avons pas connu une pareille crise depuis plusieurs années », débute <u>Christian Pons</u>, président de la FBTP 84. Même si l'invasion de l'Ukraine en février dernier a grandement accéléré ces difficultés, la <u>hausse des prix des matériaux</u> date de plus longtemps.

L'augmentation de l'économie mondiale à cause de la crise du Covid-19 a également joué une grande part dans cette inflation, avec des coûts de transport international qui ont explosé, des matériaux qui, eux aussi, requièrent de débourser de plus en plus, notamment ceux qui nécessitent de l'énergie comme les enrobés ou encore les engins.

Des difficultés qui s'empilent...



17 décembre 2025 |



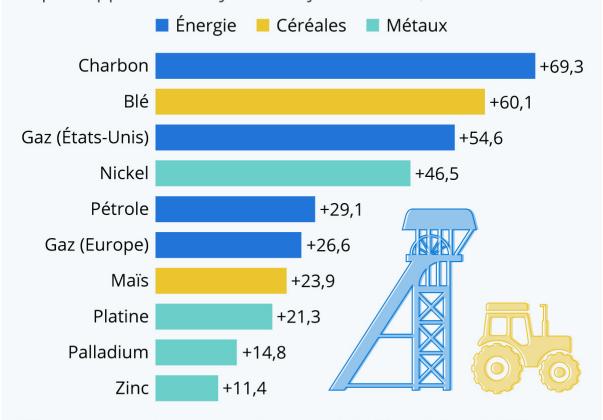
Ecrit par le 17 décembre 2025

En 2020, le prix moyen du litre de gazole s'élevait à 1,16€, selon Total Energie, contre environ 2,12€ aujourd'hui. Les engins du secteur du BTP consomment en moyenne 400 litres de gazole par jour chacun, ce qui veut dire qu'il déboursait environ 460€ par engin par jour il y a deux ans, contre près de 850€ aujourd'hui, soit près du double. Cette augmentation est en accord avec <u>la hausse de nombreuses matières premières</u>.



## Les matières premières dont le prix a le plus augmenté

Variation du prix des matières premières sélectionnées par rapport à la moyenne de janvier 2022, en % \*



\* Base: moyenne des cours quotidiens entre le 24 févr. et le 1er juin 2022, sauf blé et maïs : cours moyens sur la période de mars à mai 2022.

Source: OCDE



statista **Z** 

Le coût global de la construction a, quant à lui, augmenté entre 10 et 12%, mais également les produits isolants qui, eux, ont subi une hausse de 15%. Aujourd'hui, l'isolation des habitations est plus que nécessaire pour le confort de tous, que ce soit en hiver, mais aussi en été où les températures grimpent en flèche.



« Pendant combien de temps allons-nous encore tenir bon ? »

Les membres de la Fédération du BTP de Vaucluse

Le secteur du BTP déplore une augmentation générale d'environ 12%. Des prix de matières premières en hausse face à des commandes qui elles, ont des prix fermes et non-révisables. En réponse, les acteurs du BTP demandent une adaptation de la réglementation des prix dans le cadre des marchés publics. S'ajoutent à cela les problèmes de main-d'œuvre avec un secteur qui peine à embaucher.

#### ...et viennent entraver le bon fonctionnement des chantiers

Toutes ces difficultés en amont engagent des conséquences qui peuvent être désastreuses une fois sur le terrain. Christian Pons a notamment rappelé l'incident qui a eu lieu à Carpentras au début du mois de mai.

Alors que des techniciens tentaient de réparer la fuite d'une canalisation depuis plusieurs jours, celle-ci a fini par casser. Cependant, les fournisseurs des entreprises en opération sur les lieux étaient en rupture de stock des tuyaux nécessaires à cette réparation. « La ville de Carpentras a failli être totalement privée d'eau », explique le président de la FBTP 84. Heureusement, les entreprises locales ont été solidaires et ont fourni le matériel manquant pour éviter le pire.



Les équipes du Syndicat Rhone Ventoux, de Suez et de l'entreprise EHTP se sont relayées pendant



plusieurs jours afin de mener à bien ce chantier. 120m de nouvelles conduites ont été posés pour remplacer la canalisation cassée. ©DR

### 120 ans de difficultés, 120 ans d'espoir

Malgré toutes ces contraintes, la FBTP 84 ne perd pas espoir. Après 120 années à représenter les entreprises du BTP, le constat est toujours le même : ce n'est pas la première fois que le secteur doit faire face à une inflation, et ce ne sera sûrement pas la dernière. Pourtant, il se relève à chaque fois.

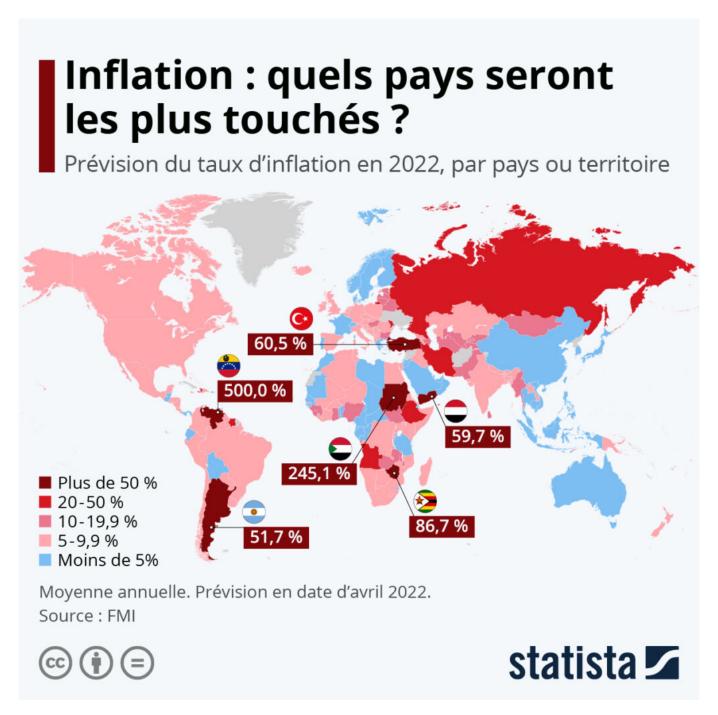
« Les mêmes problèmes reviennent mais nous sommes toujours là. »

Christian Pons, président de la Fédération du BTP de Vaucluse

Aujourd'hui, la Fédération voit la lumière au bout du tunnel grâce aux travaux à hauteur de 300 millions d'euros qui vont devoir être effectués prochainement en Vaucluse. Ces travaux comprennent notamment l'amélioration du carrefour de Bonpas, le <u>quartier Avignon-Confluences</u> ainsi que la deuxième phase du tramway à Avignon. Même si l'année 2022 va encore être difficile pour les entreprises du BTP, la Fédération garde l'espoir que la situation se stabilise l'année prochaine.

## Inflation : quels pays seront les plus touchés en 2022 ?





Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse ses <u>prévisions de croissance mondiale</u> en 2022 face à l'intensification des pressions inflationnistes. Dans son dernier rapport, le FMI prévoit que l'inflation devrait être la plus élevée dans les économies en développement, où la hausse des prix pourrait atteindre 8,7 % en moyenne cette année. Dans les <u>pays développés</u>, ce chiffre a été évalué à 5,7 %.



Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, l'organisation a rehaussé ses prévisions d'inflation de 1,8 points de pourcentage pour les économies développées et de 2,8 points pour celles en développement. Les projections d'inflation étaient donc déjà assez élevées avant même que la guerre en Ukraine ne perturbe l'approvisionnement mondial en énergie et en denrées alimentaires, en raison notamment de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les prix. Comme de nombreux pays en développement connaissent une croissance économique relativement élevée, l'inflation est généralement plus élevée en moyenne dans ce groupe de pays. Mais cela ne signifie pas que l'inflation ne peut pas frapper durement les pays moins industrialisés, notamment si elle survient à un moment où leur économie se retrouve en difficulté.

Les pays qui connaissent des conflits, des bouleversements ou des problèmes socio-économiques majeurs en 2022 devraient connaître des taux d'inflation bien supérieurs à la moyenne mondiale, qui se situe pour le moment à 7,4 %. Parmi eux figurent le Venezuela, le Soudan, le Zimbabwe, la Turquie, le Yémen et l'Argentine, où les prévisions tablent sur des hausses de prix allant de 50 % à 500 %. Près de 80 pays devraient connaître une inflation comprise entre 5 % et 10 % en 2022. Quelque 60 autres, dont la France, devraient pouvoir maintenir l'inflation sous la barre des 5 % en moyenne annuelle.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

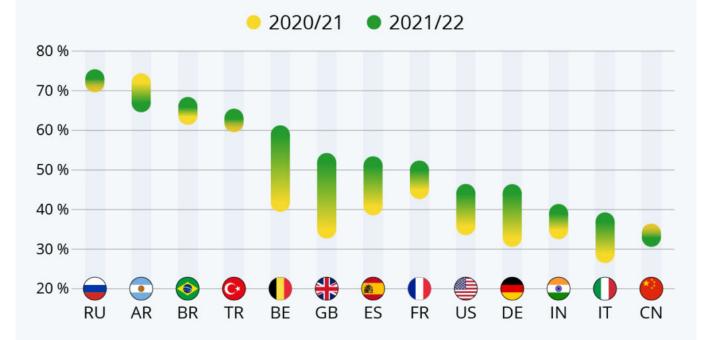
## L'inflation au centre des préoccupations mondiales



# L'inflation au centre des préoccupations



Part des répondants considérant que l'inflation est l'un des problèmes les plus importants à résoudre dans leur pays



Base : entre 2 100 et 45 700 personnes interrogées en ligne par pays (18-64 ans). Périodes d'enquêtes : avril à mars 2020/21 et 2021/22.

Source: Statista Global Consumer Survey









Les élites politiques et économiques du monde entier se sont retrouvées dimanche à Davos, en Suisse, à l'occasion du Forum économique mondial, après une interruption de deux ans due à la pandémie. Les discussions de cette année, qui se dérouleront jusqu'au 26 mai, portent notamment sur la guerre en Ukraine, les pénuries alimentaires, le changement climatique et l'inflation. Ce dernier sujet est devenue une préoccupation majeure dans le monde, comme le mettent en avant les enquêtes du Global Consumer



#### Survey de Statista.

En Europe, l'inflation est devenue la première source d'inquiétude dans de nombreux pays, reflétant la flambée des prix sur le continent au cours des douze derniers mois. En France, 50 % des personnes interrogées en 2021/22 (période d'avril à mars) ont déclaré qu'il s'agissait de l'un des principaux problèmes à résoudre, devant la pauvreté et le chômage (46 %). Les Français ne sont pas les seuls à avoir développé des craintes à ce sujet. En Belgique et au Royaume-Uni, il est désormais cité par respectivement 59 % et 52 % de la population, en hausse de 17 points de pourcentage sur un an.

D'après les données, les Russes sont parmi ceux qui s'inquiètent le plus de la hausse des prix, ce qui n'est peut-être pas si surprenant, compte tenu des lourdes sanctions économiques qui frappent le pays depuis le début de l'invasion de l'Ukraine. Ils sont suivis de près par les Argentins, qui restent toujours très préoccupés par l'inflation galopante dans leur pays. Selon les prévisions du FMI, l'Argentine devrait connaître une inflation d'au moins 50 % en 2022.

De Tristan Gaudiaut pour Statista